



PROTECTION INTERNATIONALE: UN NOUVEAU PARADIGME

BALISES ET DÉFIS

PR. SYLVIE SAROLEA

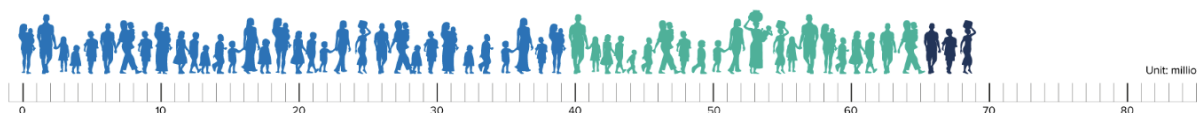


CHANGER RADICALEMENT DE PARADIGME?

- CRISE DE L'ASILE => ! RÉALITÉ => CRISE INSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE ET HUMAINE
- CHOISIR DES RÉFUGIÉS AU DÉPART DE L'ÉTRANGER?
- PAS DE REJET EN BLOC SI MOYEN DE SAUVER DES VIES CHIFFRES ET D'ÉVITER LA VIOLENCE DE L'ACCÈS AUX ZONES DE PROTECTION
- MAIS FAUT-IL ENCORE S'EN DONNER LES MOYENS (>< DUBLIN) ET PRÉVOIR DES GARANTIES PROCÉDURALES ET DE FOND

CHIFFRES ASILE

68.5 million forcibly displaced people worldwide



Internally Displaced People
40 million

Refugees
25.4 million

19.9 million under UNHCR mandate
5.4 million Palestinian refugees registered by UNRWA

Asylum-seekers
3.1 million

Where the world's displaced people are being hosted

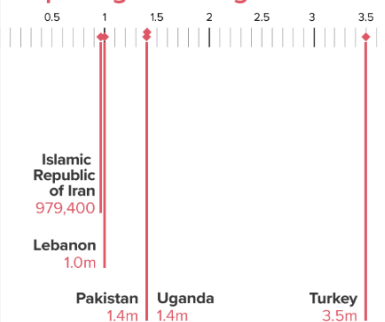


85 per cent of the world's displaced people are in developing countries

57% of refugees worldwide came from three countries



Top refugee-hosting countries



10 million stateless people



102,800 Refugees resettled

44,400 people

a day forced to flee their homes because of conflict and persecution

16,765 personnel

UNHCR employs 16,765 people worldwide (as of 30 November 2018)

138 countries

We work in 138 countries (as of 30 November 2018)

We are funded almost entirely by voluntary contributions, with 87 per cent from governments and the European Union and 10 per cent from private donors

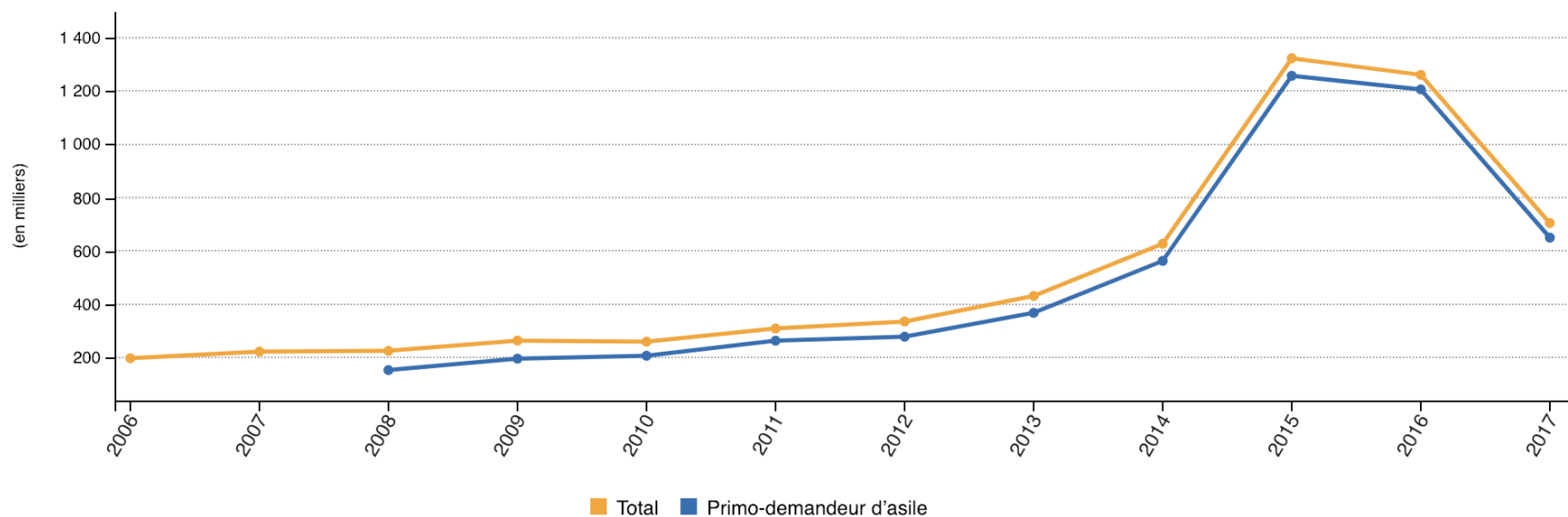
UE ([HTTPS://WWW.EASO.EUROPA.EU/LATEST-ASYLUM-TRENDS](https://www.easo.europa.eu/latest-ASYLUM-TRENDS))

 **Tweet** En 2017, 650 000 primo-demandeurs d'asile ont introduit une demande de protection internationale dans les États membres de l'Union.

 **Tweet** En 2017, 538 000 demandeurs d'asile ont obtenu un statut de protection dans les États membres de l'Union.

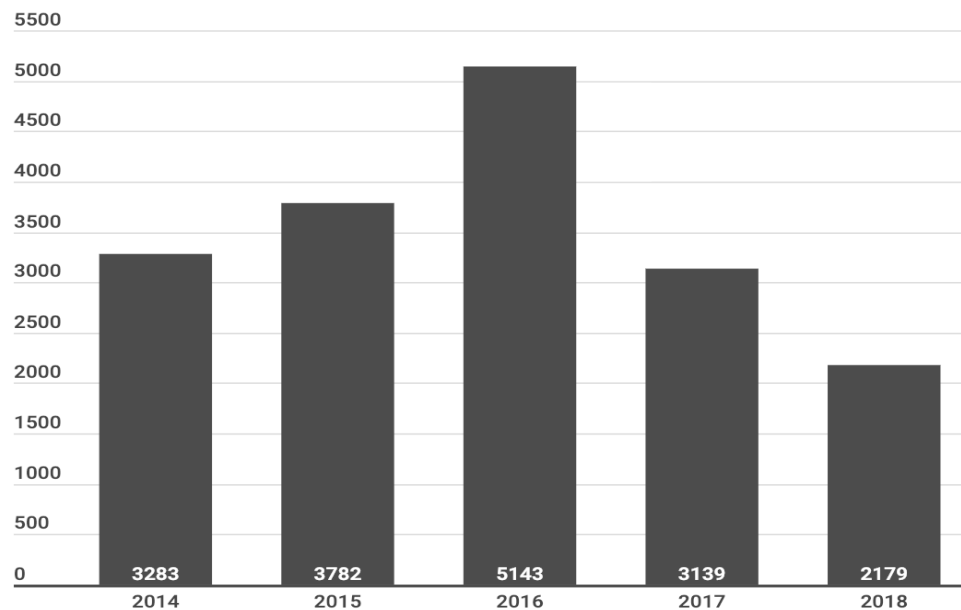
 **Tweet** En 2017, près de la moitié (46 %) des décisions en première instance relatives aux demandes d'asile dans l'Union ont eu une issue positive.

Demandes d'asile (de ressortissants de pays tiers) dans les États membres de l'UE-28, 2006-2017



CHIFFRES DRAMES DE L'ACCÈS

Le nombre de morts en Méditerranée depuis 2014



Le nombre d'accidents et de morts en Méditerranée en 2018 et 2017

Le site de l'IOM recense, jour après jour, les accidents - principalement des naufrages - en Méditerranée et le nombre de disparus.

DRAMES DE L'ACCÈS

- [HTTPS://WWW.FORENSIC-ARCHITECTURE.ORG/CASE/SEA-WATCH/](https://www.forensic-architecture.org/case/sea-watch/)
- **MARE CLAUSUM**
 - **THE SEA WATCH VS LIBYAN COAST GUARD CASE**
 - **6 NOVEMBER 2017**
 - **VIDEO RECONSTRUCTION BY FORENSIC OCEANOGRAPHY AND FORENSIC ARCHITECTURE**
 - **REPORT BY FORENSIC OCEANOGRAPHY**
- **AQUARIUS, TUNISIE, ...**

PLAN

- RÉVOLUTION?
- COMPATIBILITÉ GENÈVE?
 - PPE DE NON-REFOULEMENT: CHAMP D'APPLICATION
 - IMPACT DH?
- RÉINSTALLATION
 - CHIFFRES ACTUELS
 - OBJECTIFS POLITIQUES
 - MÉTHODES
 - DE NÉGOCIATION
 - DE MISE EN OEUVRE

(R)EVOLUTION DE L'INTERNE À L'EXTERNE

- FACTUELLE: DEPUIS TOUJOURS: COMMENT?
AVEC QUI? QUELLES GARANTIES?
- LÉGISLATIVE: POTENTIEL PEU EXPLORE
- POLITIQUE: FUITE EN AVANT
- NARRATIVE : AGENDAS



ASILE

- => CRÉATION D'UN "SYSTÈME EUROPÉEN D'ASILE" (ART. 78 TFUE): MESURES COMMUNES:
 - DÉFINITIONS DES PERSONNES PROTÉGÉES
 - PROCÉDURES COMMUNES
 - DUBLIN
 - CONDITIONS D'ACCUEIL
 - **LE PARTENARIAT ET LA COOPÉRATION AVEC DES PAYS TIERS POUR GÉRER LES FLUX DE PERSONNES DEMANDANT L'ASILE OU UNE PROTECTION SUBSIDIAIRE OU TEMPORAIRE.**

EVOLUTION: EUROPEAN MIGRATION AGENDA 2015

- PRIORITÉS À COURT TERME
 - SAUVER DES VIES SUR LES **ROUTES**
 - LUTTER CONTRE LES RÉSEAUX DE PASSEURS
 - MISE AU POINT DES HOTSPOTS POUR ASSURER UNE PLUS GRANDE SOLIDARITÉ
 - AUGMENTER LES PROGRAMMES DE **RÉINSTALLATION**
- À MOYEN TERME
 - RÉDUIRE LES INCITANTS À L'IMMIGRATION ILLÉGALE ET S'ATTAQUER **AUX SOURCES**
 - SAUVER DES VIES ET SÉCURISER LES FRONTIÈRES EXTERNES
 - RENFORCER LE REAC
 - DÉVELOPPER UNE NOUVELLE POLITIQUE D'IMMIGRATION LÉGALE, NOTAMMENT A DES FINS ÉCONOMIQUES

EVOLUTION: BILAN PRINTEMPS 2018

- VIGILANCE ET PRÉPARATION FACE AUX PICS SAISONNIERS OU AUX DÉPLACEMENTS DE LA PRESSION, NOTAMMENT D'UNE **ROUTE À L'AUTRE**.
- AXES A RENFORCER:
 - MANQUE DE MOYENS TOUCHANT LE CORPS EUROPÉEN DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES;
 - AMÉLIORER LES RETOURS;
 - STIMULER LES **RÉINSTALLATIONS**;
 - ET **MIEUX PROTÉGER LES MIGRANTS LE LONG DES ROUTES MIGRATOIRES**.
 - RETOURS VOLONTAIRES DEPUIS LA LIBYE
 - **ÉVACUATIONS D'URGENCE** : 1 152 PERSONNES DE LA LIBYE VERS LE NIGER AFIN D'ÊTRE ENSUITE RÉINSTALLÉES EN EUROPE.
 - **LUTTER CONTRE LES RÉSEAUX DE PASSEURS ET DE TRAFICQUANTS D'ÊTRES HUMAINS** : > COOPÉRATION AVEC LES PARTENAIRES DU SAHEL (DÉCLARATION DE NIAMEY DE MARS 2018).
 - **LUTTER CONTRE LES CAUSES PROFONDES DE LA MIGRATION**

AUTRE PARADIGME: GESTION EXTERNE

- EMPÊCHER LES ARRIVES — TRAITER AILLEURS
- MAIS REINSTALLATION
- A CE JOUR:
 - OK TURQUIE ET AFR SUBSAHARIENNE
 - AQUARIUS: DÉSEMBARCAUTION
 - REINSTALLATION

OK TURQUIE

- PROBLÈMES INSTITUTIONNELS
 - GARANTIES DH?
 - TPI ET CJ (// CRISE EURO)
- PRÉSUMPTIONS DE SÉCURITÉ? ENCORE MOINS DE CONTRÔLES QU'EN INTRA DUBLIN
- SOLIDARITÉ ; À MOYEN TERME STABILITÉ?

CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

- **TRIBUNAL DE L'UNION EUROPÉENNE, 28 FÉVRIER 2017, NF, NG ET NM/CONSEIL EUROPÉEN, AFF. T-192/16, T-193/16 ET T-257/16**
- **VALIDE PAR LA CJUE**
- *SE DÉCLARE INCOMPÉTENT POUR CONNAÎTRE DES RECOURS DE TROIS DEMANDEURS D'ASILE À L'ENCONTRE DE LA DÉCLARATION UE-TURQUIE TENDANT À RÉSOUDRE LA CRISE MIGRATOIRE AU MOTIF QU'IL A ÉTÉ NÉGOCIÉ ET CONCLU PAR LES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES, AGISSANT EN LEUR QUALITÉ DE CHEFS D'ÉTAT OU DE GOUVERNEMENT, ET NON EN TANT QUE MEMBRES DU CONSEIL EUROPÉEN.*
- *CET ACCORD, PEU IMPORTE SA NATURE, N'EST DONC PAS UN ACTE D'UNE INSTITUTION EUROPÉENNE. CE FAISANT, LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL N'EST PAS FONDÉE AU REGARD DE L'ARTICLE 263 DU TFUE.*

DÉSEMBARQUATION?

- NÉGOCIATIONS?
- CADRE? CFR DÉBATS GCM
- DESTINÉS « À DONNER UN NOUVEL ÉLAN À LA POLITIQUE DE RÉINSTALLATION, MAIS AMÉLIORERAIENT AUSSI LES CAPACITÉS D'ACCUEIL DES PAYS TIERS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE D'OPÉRATIONS DE "RETOUR" ».
- PAS TRAITÉS EN BONNE ET DUE FORME
- PAYS VISÉS SONT LES SUIVANTS : NIGER, NIGERIA, SÉNÉGAL, MALI, ÉTHIOPIE, JORDANIE, LIBAN, AFGHANISTAN, PAKISTAN, BANGLADESH, IRAN, ÉGYPTÉ, LIBYE, AINSI QUE, PLUS LARGEMENT, TROIS RÉGIONS : L'AFRIQUE DE L'OUEST, LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LE MAGHREB. CINQ PAYS SONT PRIORITAIRES : LE NIGER, LE NIGERIA, LE MALI, L'ÉTHIOPIE, LE SÉNÉGAL.

PARTENARIAT PAYS TIERS: BALISES FORME

- DIALOGUE: ORG° >< ORG° (OU SOUS-RÉGION)
- DOIT ÊTRE ÉQUITABLE – COMPENSATIONS FINANCIÈRES? (*FOLLOW THE MONEY*)
- OR, COMPACTS ACTUELS
 - FLOUS
 - CADRE?
 - CONTRÔLE DÉMO: PARLEMENT/CJ?/CHARTÉ?

PARTENARIATS: BALISES FORME

- MISE EN ŒUVRE
- TRANSPARENCE/MONITORING
- GARANTIES INDIVIDUELLES
- TRAFICS? CAMP

REINSTALLATION

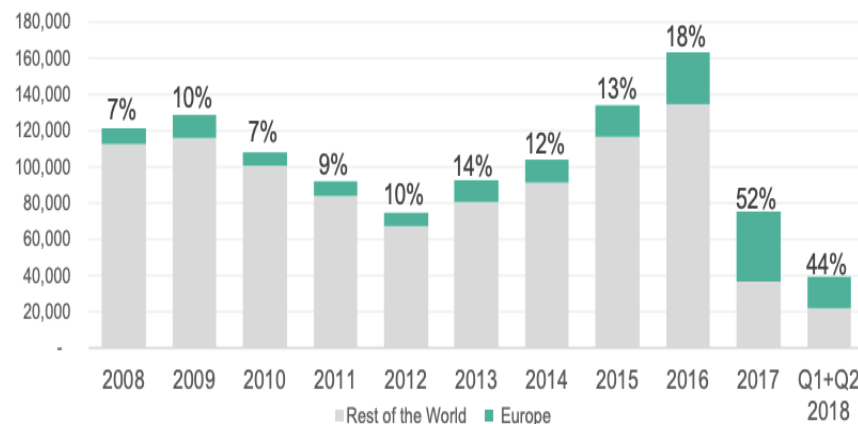
- ACCORD DU 20 JUILLET 2015 PORTANT SUR LA RÉINSTALLATION DE **22 504 PERSONNES** AYANT MANIFESTEMENT BESOIN D'UNE PROTECTION INTERNATIONALE.
- + OK TURQUIE
- 13 JUILLET 2016, PROP° PAR LA C° D'UN **CADRE DE L'UE EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION** AFIN D'ÉTABLIR UN ENSEMBLE COMMUN DE PROCÉDURES TYPES POUR SÉLECTIONNER LES CANDIDATS À UNE RÉINSTALLATION ET UN STATUT DE PROTECTION COMMUN POUR LES PERSONNES RÉINSTALLÉES DANS L'UNION.

- > LE 4 JUILLET 2017, INVITATION DES ÉTATS À FAIRE DE NOUVELLES PROPOSITIONS: ENTRE LE 4 JUILLET ET LE 14 SEPTEMBRE, LES ÉTATS MEMBRES ONT PRIS DES ENGAGEMENTS QUI SE CHIFFRENT À 14 000 PLACES DE RÉINSTALLATION.
- CEUX QUI N'AVAIENT PAS ENCORE SOUMIS LEURS ENGAGEMENTS SONT INVITÉS À LE FAIRE AVANT LE 31 OCTOBRE 2017.
- > 27 SEPTEMBRE 2017 : LA COMMISSION A PROPOSÉ UN NOUVEAU PROGRAMME DE RÉINSTALLATION EN RECOMMANDANT QUE SOIENT RÉINSTALLÉS 50 000 RÉFUGIÉS AU MOINS SUR LES DEUX PROCHAINES ANNÉES (D'ICI OCTOBRE 2019).
- POUR CELA, LA COMMISSION METTRA À DISPOSITION 500 MILLIONS D'EUROS (10 000 € PAR PERSONNE RÉINSTALLÉE POUR L'ÉTAT MEMBRE D'ACCUEIL).
- 2 OCTOBRE 2017: ADOPTION PAR LA COMMISSION LIBE DU PARLEMENT EUROPÉEN, À UNE LARGE MAJORITÉ, DU RAPPORT DE MALIN BJÖRK SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT (13 JUILLET 2016) CONCERNANT LA MISE EN PLACE D'UN CADRE COMMUN À L'ENSEMBLE DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE RÉINSTALLATION

During the first six months of 2018, just over 17,400 refugees were submitted by UNHCR for resettlement¹ to 19 countries in Europe.² This is similar to the first half of 2017 and already 13% more than the average rate of 15,400 submissions per year during the previous 10 years.

Between 2008 and 2017, Europe's proportion of resettlement submissions globally has increased from approximately 7% to almost 52%, and in the first half of 2018⁴ remained nearly half of all submissions. This is primarily due to a significant decrease globally in the scale of some States' resettlement programmes during 2017, most notably by the United States of America.

Resettlement submissions to Europe compared to global trends³



Resettlement submissions to Europe³

17,428

in 2018⁴

19 countries

17,209

in 2015

19 countries

28,651

in 2016

27 countries

38,881

in 2017

25 countries

Resettlement departures to Europe³

13,133

in 2018⁴

Resettlement arrivals to Europe⁵

11,175

in 2015

18,175

in 2016

27,450

in 2017

MÊMES PROBLÈMES

- CADRE LÉGAL? ET PROCÉDURAL?
- VULNÉRABILITÉ: DÉFINITION(S)
 - VARIABLE DANS TEMPS ET ESPACE
- TRAFIC DANS LES CAMPS
- OPACITÉ DES PROCÉDURES: TRANSPARENCE ET ORGANES PLURIELS (ÉVITER CJ VISAS)

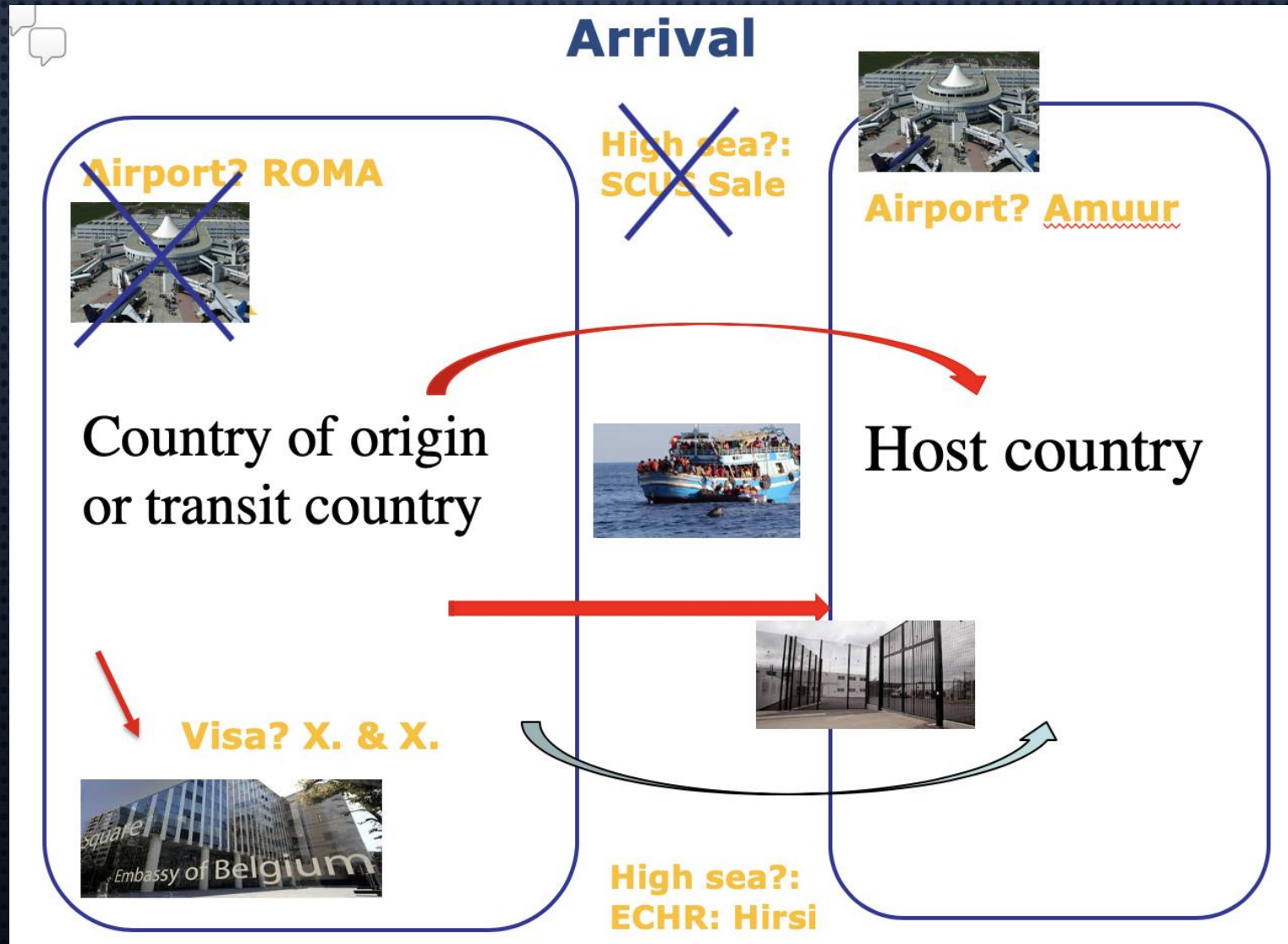
AUTRES DÉFINITIONS

- CIRCULATION – INTÉGRATION
- GÉRER LES FLUX MIXTES

COMPATIBILITÉ GENÈVE: NON-REFOULEMENT

- GENÈVE:
 - DÉFINITION/COMPLÉTÉE AU NIVEAU RÉGIONAL
 - STATUT (DANS 1 ETAT/PAS CIRCULATION)
 - NON-REFOULEMENT= DROIT NÉGATIF (PIED DANS LA PORTE)

CHAMP D'APPLICATION SPATIAL GENÈVE



VISAS?

- UE: NON => POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE DES ÉTATS
 - RÉSULTAT: TRAFIC?, DISCRIMINATION?
 - DÉMONSTRATION TÉLÉOLOGIQUE DE L'AG PAS SUIVIE
 - MAIS SURTOUT COHÉRENCE PRÉVALENCE FOND >< FORME (OK TURQUIE)
- CEDH: JURISPRUDENCE PROTECTRICE SUR
 - PROTECTION PAR RICOCHET
 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL: ACTES POSÉS À L'ÉTRANGER (SI IMPERIUM OU OK PAYS TIERS) => PLUS ON COOPÈRE, PLUS GARANTIES
 - AUDIENCE GC 25/4

DE LEGE FERENDA: BALISES

- NON-REFOULEMENT: MÊME EN CASCADE
- PLUS ON COOPÈRE, PLUS LIÉ
- ! NE RÉSOUD PAS TOUT: RECOURS AUX CONCEPTS DITS D'ÉVITEMENT COMME PPA, PTS (TURQUIE – JURIS GRECQUES)
 - => SOLUTION MICRO
 - => MACRO: RISQUE DE DÉSTABILISATION, OUTRE SOLIDARITÉ?